

S

SABLES-D'OLONNE (Bassin des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (MARINE MARCHANDE).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 20.

SAISON NATIONALE DES ARTS. — Proposition de résolution de M. Devèze tendant à inviter le Gouvernement à organiser une saison nationale annuelle des arts à Versailles, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 août 1946 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 592; rapport le 13 septembre par M. Finet, n° 804. Adoption sans débat le 3 octobre 1946 (1^{re} séance). — Résolution n° 95.

SALAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Figuières et plusieurs de ses collègues tendant à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles fermant la frontière franco-espagnole, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 265; rapport collectif le 18 septembre (3^e séance) par M. Gabriel Paul, n° 880 (voy. *ci-après*, § 3).

§ 2. — Proposition de loi de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1941, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 301; rapport le 19 septembre (2^e séance) par M. Darou, n° 905.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Delcos tendant à inviter le Gouvernement à déposer et à faire voter rapidement un projet de loi permettant d'indemniser le personnel des établissements situés à la frontière franco-espagnole, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n° 310; rapport collectif le 18 septembre (3^e séance) par M. Gabriel Paul, n° 880 (voy. *ci-dessus*, § 1^{er}).

§ 4. — Proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis, MM. Cayol et Valay tendant à inviter le Gouvernement à établir l'identité des salaires moyens mensuels départementaux de Marseille (ou des Bouches-du-Rhône) et de Paris (ou de la Seine), et, d'une façon plus générale, à proportionner rigoureusement tous les salaires moyens départementaux et, par là, les pres-

tations familiales, aux salaires individuels réellement payés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 658.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'un salaire minimum progressif, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 septembre 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 822.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Paul Ribeyre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt le décret prévu à l'article 4 de la loi du 20 mai 1946 relative à la revision des salaires moyens départementaux et à l'article 27 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 24 septembre 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 1005.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 7. — Projet de loi prorogeant la réglementation des salaires et conditions de travail, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 octobre 1946 (3^e séance) par M. François de Menthon, Ministre de l'Economie nationale (renvoyée à la Commission du travail), n° 1175. Adoption sans débat le 5 octobre 1946. — Projet de loi n° 117.

Loi du 26 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 27 octobre.

§ 8. — annuel non réductible. — Voy. *Accidents du travail*, §§ 4, 6.

— minimum progressif. — Voy. *Salaires*, § 5.

— moyen départemental. — Voy. *Salaires*, §§ 4, 6.

— moyen mensuel. — Voy. *Salaires*, § 4.

SALAIRES (Décret du 10 novembre 1939 sur le blocage des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE).

SALAIRES DES EMPLOYÉS DÉPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX (Relèvement des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

SALAIRES DES OUVRIERS AGRICOLES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AGRICULTURE).

SALAIRES ET PRIX, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

SALARIÉS (Qualité de). — Voy. *Travail* (réglementation du), § 3.

SANTÉ PUBLIQUE.

— atteinte à la. — Voy. *Ravitaillement*, § 5.

— services de la. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 10.

SCHIRMECK. — Voy. *Camps de déportation*.

SARRE (Charbon de la), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES).

SECONDE CHAMBRE DU PARLEMENT. — Voy. *Elections*, § 3.

SECOURS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Dassonville et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de deux millions de francs aux familles des pêcheurs de Boulogne-sur-Mer disparus en mer au cours du naufrage du chalutier « La Concorde », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 488.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 800.000 francs aux familles de pêcheurs de Grandcamp disparus en mer au cours du naufrage du chalutier « La Jeune Aimée », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 920.

Il n'a pas été présenté de rapport.

SECRÉTAIRES DE MAIRIE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation des secrétaires de mairie et des employés des communes de moins de 10.000 habitants, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des finances), n° 267.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Voy. *Instituteurs et institutrices*, § 3.

SÉCURITÉ.

— des fonctionnaires. — Voy. *Fonctionnaires*, § 26.

SÉCURITÉ SOCIALE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Mutter et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser l'ordonnance du 4 octobre 1945 relative à l'organisation de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la famille), n° 10.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer jusqu'à la mise en vigueur de la loi portant généralisation de la sécurité sociale, une allocation d'attente aux Français et Françaises âgés de plus de 65 ans sans ressources suffisantes et ne bénéficiant pas de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n° 20.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à reporter au 1^{er} janvier 1947 l'application de l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la famille), n° 22.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux vieillards et invalides par l'adaptation des prestations de rentes et d'allocations à l'accroissement du coût de la vie, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Com-

mission du travail), n° 38 ; rapport le 8 août (2^e séance) par M. Engel, n° 415.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à ajourner l'application et à effectuer la révision de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relative à l'organisation de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la famille), n° 49.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 6. — Proposition de loi de M. Lespès et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la famille), n° 86 ; rapport le 2 août (2^e séance) par M. Viatte, n° 346.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Bouvier-O'Cottureau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement, en attendant la mise en vigueur de la loi portant généralisation de la sécurité sociale, à prendre les mesures nécessaires en vue de l'attribution d'une allocation d'attente à tous les Français et Françaises âgés de plus de 65 ans ne bénéficiant pas de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et dont les ressources sont inférieures aux chiffres prévus pour l'attribution de cette dernière allocation, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n° 136.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 8. — Projet de loi fixant le régime des prestations familiales, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet

1946 par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la famille et à la Commission des finances), n° 151 ; rapport le 26 juillet par M. Landry, n° 266 ; avis de la Commission de la famille le 2 août (2^e séance) par M. Bouxom, n° 345 ; rapport supplémentaire le 2 août (2^e séance) par M. Landry, n° 355. Adoption le 6 août 1946. — Projet de loi n° 19.

Loi du 22 août 1946, promulguée au *Journal officiel* du 23 août.

Voir rectificatif au *Journal officiel* des 2 et 3 septembre.

DISCUSSION [6 août 1946] (A., p. 2984) ; Sont entendus dans la discussion générale : MM. Landry, *Rapporteur* ; Bouxom, *Rapporteur pour avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique* ; Debidour, *Président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique* ; Ramette, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances et du contrôle budgétaire* ; Gabelle, Nicod, Ambroise Croizat, *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* ; Clôture de la discussion générale (p. 2991) ; Art. 1^{er} : adoption (p. 2991). — Art. 2 (*ibid.*) ; Adoption des deux premiers alinéas (*ibid.*) ; Retrait d'un amendement de M. Siefridt ayant reçu satisfaction (*ibid.*) ; Adoption du troisième alinéa (*ibid.*) ; Retrait d'un amendement de M. Siefridt ayant reçu satisfaction (*ibid.*) ; Adoption de l'ensemble de l'article 2 (*ibid.*). — Art. 3 et 4 : adoption (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*) ; Retrait d'un amendement de M. Charpin et d'un sous-amendement de M. Bouxom ayant reçu satisfaction (p. 2992) ; Amendement présenté par M. Courtois tendant à supprimer les 2^e, 3^e et 4^e phrases de l'article 5 (*ibid.*) ; Disjonction (p. 2994) ; Adoption de l'article 5 (*ibid.*). — Art. 6 à 8 : adoption (*ibid.*). — Art. 9 (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Segelle concernant les femmes seules élevant un ou plusieurs enfants (*ibid.*) ; Disjonction (*ibid.*) ; Adoption de l'article 9 (*ibid.*). — Art. 10 (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Eugène Petit tendant à assimiler l'enfant en apprentissage à l'enfant poursuivant ses études (*ibid.*) ; Disjonction (p. 2996) ; Adoption du 1^{er} alinéa de l'article 10 (*ibid.*) ; Amendement présenté par Mme Mathilde Méty tendant à assimiler à l'enfant, la fille ou sœur de l'allocataire qui se consacre aux travaux ménagers (*ibid.*) ; Adoption de la première partie de cet

SÉCURITÉ
SOCIALE.

amendement qui devient le 2^e alinéa de l'article 10 (*ibid.*); Retrait de la deuxième partie de l'amendement (p. 2997); Adoption du 3^e alinéa et de l'ensemble de l'article 10 (*ibid.*). — Art. 11 : adoption (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*); Amendements présentés : 1^o par M. Mignot; 2^o par M. Siefridt tendant à accorder l'allocation de salaire unique aux travailleurs indépendants (*ibid.*); Disjonction de ces deux amendements (p. 2998); Adoption de l'article 12 (*ibid.*). — Art. 13 à 30 : adoption (*ibid.*). — Retrait d'un article additionnel de M. Maurice Viollette ayant reçu satisfaction (p. 2999). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3000). = Ont pris part à la discussion des articles : MM. Jacques Bardoux, Bouxom, *Rapporteur pour avis de la Commission de la famille*; Courtois, Jean-Joseph Jullien, Landry, *Rapporteur*; Henri Meck, *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale*; Mme Mathilde Méty, MM. Mignot, de Moro-Giafferri, Eugène Petit, Robert Prigent, *Ministre de la population*; Robert Schuman, *Ministre des Finances*; Segelle, Mme Vermeersch.

§ 9. — Proposition de résolution de Mme Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, conformément à l'article 33 de la loi du 22 mai 1946, un décret rendant applicables aux conjoints et aux veuves de salariés ayant élevé cinq enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, les dispositions de la loi portant extension de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n^o 184.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application, pour le 1^{er} janvier 1947, la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale en ce qui concerne l'assurance-vieillesse et l'allocation aux vieux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n^o 275.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 11. — Proposition de résolution de M. Morice et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à verser, jusqu'à la mise en vigueur de la loi du 25 avril 1946, une allocation dite d'attente à tous les vieux travailleurs âgés de plus de 65 ans et jusqu'alors exclus du bénéfice de toute allocation, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n^o 279.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 12. — Proposition de résolution de M. Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à relever le niveau de vie des personnes économiquement faibles : vieillards, petits rentiers, petits pensionnés et retraités, présentée à l'Assemblée nationale Constituante le 8 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n^o 400

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 13. — Proposition de loi de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues tendant au reclassement du personnel des caisses d'assurances sociales et des compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1^{er} juin 1945, dans les nouveaux organismes de la Sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n^o 462; rapport le 13 septembre par M. Gau, n^o 812.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 14. — Projet de loi augmentant le taux des allocations aux vieux travailleurs salariés, pensions de vieillesse révisées et pensions d'invalidité, fixé par la loi n^o 46-1 du 3 janvier 1946 et modifiant les ordonnances n^o 45-170 du 2 février 1945, n^{os} 45-2250 du 4 octobre 1945 et 45-2454 du 19 octobre 1945 relatives à la sécurité sociale, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2^e séance) par M. Arthaud, Ministre de la Santé publique, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale par intérim (renvoyée à la Commission du travail et

pour avis à la Commission des finances), n° 560; rapport collectif le 12 septembre (2^e séance) par M. Alfred Costes, n° 789; avis collectif le 17 septembre (3^e séance) par M. Ramette (voy. *Vieux travailleurs*, § 1^{er}), n° 868. Adoption le 21 septembre 1946. — Projet de loi n° 54.

Loi du 7 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* des 7 et 8 octobre (voir rectificatif au *Journal officiel* des 14 et 15 octobre).

§ 15. — Projet de loi portant réorganisation des contentieux de la Sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2^e séance) par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la justice), n° 563; rapport le 20 septembre (2^e séance) par M. Segelle, n° 939; avis le 28 septembre (2^e séance) par M. Jean Guillon, n° 1113. Adoption le 4 octobre 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 110.

Loi du 24 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 25 octobre.

DISCUSSION [4 octobre 1946] (A., p. 4627); Sont entendus dans la discussion générale : MM. Mignot, Segelle, *Rapporteur*; Guillon, *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice et de législation générale*; Clôture de la discussion générale (p. 4629). — Art. 1^{er} (*ibid.*); Adoption des six premiers alinéas (*ibid.*); Amendement présenté par M. Grimaud tendant à exclure de la loi le contentieux des accidents du travail ou des maladies professionnelles (*ibid.*); Retrait (p. 4630); Adoption des huit derniers alinéas et de l'ensemble de l'article premier (*ibid.*). — Art. 2 à 8 : adoption (*ibid.*). — Art. 9 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Mignot tendant à supprimer le dernier alinéa (p. 4631); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article 9 (*ibid.*). — Art. 10 et 11 : adoption (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Mignot tendant à confier le secrétariat de la commission de première instance au greffier du tribunal civil (*ibid.*); Rejet (p. 4632); Adoption de l'article 12 (*ibid.*). — Art. 13 à 30 : adoption (*ibid.*). — Art. 31 (p. 4633); Adoption (*ibid.*). — Art. 32 à 36 : adoption (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Croizat, *Ministre*

du Travail et de la Sécurité sociale; Garet, Mignot, Segelle, *Rapporteur*.

SÉCURITÉ
SOCIALE.

§ 16. — Proposition de loi de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à établir l'élection des administrateurs des caisses de sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 618; rapport collectif le 27 septembre (2^e séance) par M. Segelle, n° 1102 (voy. *ci-dessous*, §§ 17 et 19).

§ 17. — Proposition de loi de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale et fixant les modalités relatives à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 septembre 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 754; rapport collectif le 27 septembre (2^e séance) par M. Segelle, n° 1102 (voy. *ci-dessus*, § 16, et *ci-dessous*, § 19).

§ 18. — Proposition de loi de M. Baumann et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-1146 du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 760.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 19. — Projet de loi modifiant l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale et fixant les modalités relatives à l'élection des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 septembre 1946 (3^e séance) par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail), n° 982; rapport collectif le 27 septembre (2^e séance) par M. Segelle, n° 1102; rapport collectif supplémentaire le 30 octobre (2^e séance) par

M. Segelle, n° 1195 (voy. *ci-dessus*, §§ 16 et 17). Adoption le 5 octobre 1946. — Projet de loi n° 119.

Loi du 30 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 31 octobre.

§ 20. — Proposition de résolution de M. Henri Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le décret du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs des dispositions en faveur des ouvriers mineurs et similaires licenciés pour action syndicale ou politique, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 octobre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 1192.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 21. — Voy. *Algérie*, § 24.

SEIGLE. — Voy. *Agriculture*, §§ 26, 27. — *Ravitaillement*, § 2.

SEINE-ET-MARNE. — Voy. *Traitements et salaires*, § 2.

SEINE-ET-OISE. — Voy. *Traitements et salaires*, §§ 1^{er}, 2.

SEL. — Voy. *Douanes* (régime des), § 1^{er}.

SÉPARATION DE CORPS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à permettre d'accorder des dommages-intérêts à l'époux ayant obtenu à son profit la séparation de corps, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 443 ; rapport collectif le 13 sep-

tembre par M. Garet, n° 815 (voy. *Code civil*, § 1^{er}).

§ 2. — Voy. *Code civil*, §§ 1^{er}, 3.

SERVICES.

— géographique national. — Voy. *Pensions et retraites*, § 6.

— de guerre. — Voy. *Fonctionnaires*, § 16.

— médicaux du travail. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 5.

— publics. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 4.

— du travail obligatoire. — Voy. *Réfractaires*, §§ 6, 7.

SERVICES DÉPARTEMENTAUX (Délégués des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (PRODUCTION INDUSTRIELLE).

SEXAGÉNAIRES. — Voy. *Impôts*, § 11.

SIDÉRURGIE. — Voy. *Nationalisations*, § 4.

SINISTRÉS.

— commerçants, industriels ou artisans. — Voy. *Loyers*, § 24.

Voy. aussi *Délais de paiement*. — *Domages de guerre*, § 9. — *Impôts*, §§ 12, 20.

SITUATION DU MIDI VITICOLE, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (RAVITAILLEMENT).

SITUATION FINANCIÈRE, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

SITUATION MONÉTAIRE, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER, voy. *Chemins de fer*, § 6.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE CONSTRUCTION DE MOTEURS, Observations y relatives, voy. *Exercices clos et périmés*.

SOCIÉTÉS NATIONALES (Bilan des), Observations y relatives, voy. *Exercices clos et périmés*.

SOCIÉTÉS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une nouvelle forme de société, dite « société de travail et d'épargne », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n° 113.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de M. Landry et plusieurs de ses collègues relative à la structure sociale des sociétés anonymes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 6 août 1946 (renvoyée à la Commission du travail, n° 378).

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à fixer sur des bases nouvelles la rémunération de l'Etat, du capital et du travail dans les entreprises constituées

en la forme de sociétés anonymes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des affaires économiques, n° 861).

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — anonymes. — Voy. *ci-dessus*, §§ 2, 3.

— de crédit immobilier. — Voy. *Prêts*, § 7.

— à responsabilité limitée. — Voy. *Impôts*, §§ 16, 17.

— de travail et d'épargne. — Voy. *ci-dessus*, § 1^{er}.

SOLDE (Liquidation de). — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 2.

SOUS-LOCATIONS. — Voy. *Loyers*, § 15.

SOUS-OFFICIERS. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 2.

SPOLIÉS. — Voy. *Délais de paiement*.

SPORTS. — Voy. *Education physique et sports*, §§ 1^{er}, 2.

SPORTS (Fusion des services des. — de la jeunesse, de la culture populaire et des formations prémilitaires), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ÉDUCATION NATIONALE).

SPORTS AÉRIENS, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (DÉPENSES COMMUNES).

STAGE (Dispense de). — Voy. *Avocats*, § 2.

STATIONS THERMALES. — Voy. *Nationalisations*, § 3.

STATUT.

— de l'Algérie. — Voy. *Algérie*, §§ 22, 25.

— de l'artisanat. — Voy. *Artisanat*, §§ 2, 3, 4.

— des combattants volontaires de la Résistance. — Voy. *Résistance*, § 2.

— de l'entreprise en participation. — Voy. *Entreprises*, § 1^{er}.

— des étrangers. — Voy. *Etrangers*, § 4.

— du fermage. — Voy. *Agriculture*, § 13.

— fiscal des veuves de guerre. — Voy. *Impôts*, § 21.

— des fonctionnaires. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 3, 9, 21, 28.

— grands invalides de guerre. — Voy. *Pensions militaires*, § 16.

— des huissiers. — Voy. *Huissiers*, §§ 1^{er}, 2.

— de la marine nationale. — Voy. *Marine nationale*, § 1^{er}.

— des réfractaires. — Voy. *Réfractaires*, § 6.

— viticole. — Voy. *Viticulture*, §§ 1^{er}, 7.

STATUT DU FERMAGE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les délais d'enregistrement des baux ruraux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture et pour avis à la Commission des finances), n° 251.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Projet de loi portant rétablissement dans sa rédaction primitive de l'article 4 de la loi validée du 4 septembre 1943 relative à la stabilisation des baux à ferme, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de l'agriculture), n° 295; rapport le 25 septembre (3^e séance) par M. Bocquet, n° 1044.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 3. — Proposition de loi de M. Moussu tendant à modifier les conditions de paiement des baux à ferme dont le prix est fixé en une quantité déterminée de denrées, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 312.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de loi de M. André Montel et plusieurs de ses collègues étendant aux baux à domaine congéable le statut du fermage et du métayage prévu par l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1946, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 360.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Proposition de loi de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 460.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 6. — Proposition de loi de M. Louis Michaud et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer l'exercice du droit de reprise des propriétaires, bailleurs d'exploitations agricoles, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de

l'agriculture), n° 541. Retirée par l'auteur (*J. O.* du 11/9, page 3601).

§ 7. — Proposition de résolution de M. Mauroux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer dans le pays une large enquête sur le fonctionnement de la loi relative au métayage et au fermage, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 10 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 714.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 8. — Proposition de loi de M. Hugues et plusieurs de ses collègues relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 10 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 721.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 753.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 10. — Proposition de loi de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage et du métayage, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 968.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 11. — Proposition de loi de M. Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 42 *bis* de la loi du 13 avril 1946 portant statut du fermage et du métayage, présentée à l'Assemblée Nationale Consti-

tuante le 25 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 1050.

Il n'a pas été présenté de rapport.

STRUTHOF. — *Voy. Camp de déportation.*

SUBVENTIONS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Allonneau et plusieurs de ses collègues tendant à proroger pour l'année 1947 les dispositions des lois n° 45-0195 du 31 décembre 1945 et n° 46-1718 du 3 août 1946 accordant des subventions spéciales de l'État aux collectivités locales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 923.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — aux collectivités. — *Voy. Agriculture*, § 8.

— économiques. — *Voy. Assistance, Assurances et prévoyance sociales*, § 3. — *Prix*, § 2.

SUBVENTIONS, Observations y relatives, *voy. Budget de 1946*, § 5.

SUBVENTIONS ÉCONOMIQUES. — Proposition de résolution de M. Brousse et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder, dans l'octroi des subventions économiques, d'une manière plus équitable et moins onéreuse pour le Trésor public, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 456.

Il n'a pas été présenté de rapport.

SUCRE (Rations supplémentaires de — dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (RAVITAILLEMENT).

SUD-EST DE LA FRANCE. — Voy. *Forêts*, § 2.

SUÈDE (Relations avec la). — Voy. *Foire internationale de Stockholm*.

SUPPLÉANCES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (EDUCATION NATIONALE).

SUPPLÉMENTS NATIONAUX OU RÉGIONAUX. — Voy. *Ravitaillement*, §§ 7, 13.

SURPLUS AMÉRICAINS. — Projet de loi tendant à créer une Société nationale chargée de la liquidation du matériel dit « surplus » acquis par l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 par M. François de Menthon, Ministre de l'Economie nationale (renvoyé à la Commission des finances et pour avis à la Commission des affaires économiques et à la Commission de la presse), n° 234; rapport le 30 juillet par M. Charles Barangé, n° 313; avis de la Commission des affaires économiques le 30 juillet par M. Palewski, n° 319. Adoption le 9 août 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 27.

Loi du 24 août 1946, promulguée au *Journal officiel* du 25 août.

DISCUSSION [9 août 1946] (A., p. 3142); Sont entendus : MM. Charles Barangé, *Rapporteur général*; Palewski, *Rapporteur pour avis de*

la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales; Art. 1^{er} : adoption (p. 3144). — Art. 2 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Charlot concernant la désignation des membres du conseil d'administration (p. 3144); Réservé (p. 3145) Amendement présenté par M. Penoy tendant à introduire un représentant du Ministère des Armées dans le conseil d'administration (p. 3145); Amendement présenté par M. Lamarque-Cando tendant à comprendre dans le conseil d'administration un fonctionnaire du Ministère de l'Agriculture (*ibid.*); Adoption de ces deux amendements (*ibid.*); L'article 2 est réservé (*ibid.*); Nouvelle rédaction pour cet article proposée par la Commission (p. 3148); Adoption (*ibid.*). — Article nouveau présenté par M. Charlot tendant à préciser les attributions du conseil d'administration et à en fixer les responsabilités (p. 3145); Retrait (p. 3146). — Art. 3 et 4 : adoption (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*); Nouvelle rédaction pour cet article proposée par la Commission (p. 3147); Adoption (*ibid.*). — Art. 6 : adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Debidour tendant à réserver un pourcentage de 25 0/0 aux territoires d'outre-mer (*ibid.*); Retrait (p. 3148). — Art. 7 (p. 3148); Demande présentée par le Gouvernement tendant à reprendre cet article disjoint par la Commission (*ibid.*); Adoption de l'article 7 (*ibid.*). — Art. 8 à 11 : adoption (*ibid.*). — Art. 12 : disjonction (*ibid.*). — Art. 13 : adoption (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Charles Barangé, *Rapporteur général*; Charlot, Lamarque-Cando, Malbrant, de Menthon, *Ministre de l'Economie nationale*; Palewski, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques*; Penoy, Christian Pineau, *Président de la Commission*; Robert Schuman, *Ministre des Finances*; Vendroux.

SYNDICATS.

— de communes. — Voy. *Organisation municipale*, §§ 2, 10, 15.

— mixtes. — Voy. *Organisation municipale*, §§ 10, 15.

— permanents. — Voy. *Code du travail*, § 1^{er}.